

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Marché à procédure négociée en application de l'article L. 2124-3, R.2124-4 et R.2124-6
du Code de la Commande Publique

Référence marché : MAPA n° 257008

FOURNITURE DE PAIN

Le présent marché est lancé par le Centre Hospitalier d'Albi, pouvoir adjudicateur du GHT Cœur d'Occitanie pour le bénéfice du Centre Hospitalier de Revel implanté en Haute-Garonne, commune de Revel.

Le présent Règlement de consultation comporte 8 pages.

Remise d'échantillons : **jeudi 24 avril à 15h30**

Date et heure limite de remise des offres : **mercredi 30 avril 2025 à 12h00**

PREAMBULE

Suite à la consultation n° 122036, fourniture de pain et viennoiseries au profit des établissements du G.H.T. Cœur d'Occitanie, le lot 2 concernant le site du Centre Hospitalier de Revel a été déclaré infructueux par absence d'offre conforme.

En application de l'article 2122-2 du Code de la commande publique, le marché négocié n° 237022 pour la fourniture de pain au Centre hospitalier de Revel a été notifié le 5 avril 2023. Suite à la défaillance du titulaire, le marché négocié n° 247043 a été notifié en application de l'article R 2122-1 du code de la commande publique relatif à l'urgence impérieuse.

ARTICLE 1. OBJET, DUREE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet du marché

Le présent Règlement de Consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure négociée, relative à la fourniture de pain au profit de l'établissement du G.H.T. Cœur d'Occitanie implanté sur la commune de Revel, conformément aux prescriptions du marché initial n° 122036.

Ce marché porte sur la fourniture de pain, en particulier :

Codes C.P.V. :

15811100-7 : Pain

15811100-8 : Petit pain

1.2 Pouvoir Adjudicateur

Le représentant légal de la personne publique est le Directeur du Centre Hospitalier d'Albi, agissant en qualité de Pouvoir Adjudicateur pour le GHT Cœur d'Occitanie.

1.3 Etendue et forme de la consultation

Le présent marché est un marché à procédure adaptée à bons de commande, conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Pour la réalisation de prestations similaires, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra recourir à une procédure de marché public sans publicité ni mise en concurrence préalables, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition en lot

Cette consultation n'est pas allotie.

1.5 Variante

En application de l'article R2151-8 du Code de la Commande Publique, les variantes sont interdites.

1.6 Durée du marché

Conformément aux dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique l'accord-cadre à bons de commande est conclu pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction jusqu'à la date de fin du marché n°122036 du 10 janvier 2023 qui est prévue le **2 avril 2027**.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au lundi 12 mai 2025.

En cas de retard dans la procédure de consultation qui sera lancée à la fin du présent marché, le titulaire s'engage à assurer l'exécution des prestations, jusqu'à désignation et prise de fonction du nouveau titulaire du marché aux mêmes conditions pour une durée maximale de 3 mois.

1.7 Dérogations au C.C.A.G. – F.C.S.

Par dérogation à l'article 1.2 du C.C.A.G. / F.C.S., il ne sera pas fait de liste récapitulative des articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé.

1.8 Lieux d'exécution du marché

Centre Hospitalier de Revel

Bâtiment Hôpital - Cuisine Centrale
5 avenue Notre Dame
31250 REVEL

Résidence de l'Étoile

Place de la Mission
31250 REVEL

1.9 Echantillons

Des échantillons remis gratuitement seront obligatoirement à fournir à l'établissement sous peine de voir l'offre jugée irrecevable.

Les échantillons demandés sont les suivants :

2 exemplaires de baguette 200gr sans sel et 2 flûtes 400gr salées.

La livraison devra être effectuée le jeudi 24 avril 2025 à 15h au plus tard à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier de Revel, Cuisine Centrale, 5 avenue Notre Dame, 31250 REVEL.

Ces échantillons seront testés et examinés par une commission technique chargée de vérifier leur conformité au Cahier des Charges et de les évaluer sur la base des critères prédéfinis.

Les produits utilisés lors des essais seront les mêmes que ceux proposés dans l'offre.

Les références des produits livrés lors de l'exécution du marché seront identiques à celles figurant sur les produits en échantillon ; tout changement de référence en cours de marché sera soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur deux mois avant toute livraison. Toute livraison de produits pour lesquels l'agrément n'aurait pas été donné sera systématiquement refusée.

ARTICLE 2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

2.1 Procédure de la consultation

Les documents constitutifs de la consultation, comprennent :

- Un exemplaire d'Acte d'Engagement (ATTRI1) et son annexe financière (BPU en annexe 1)
- Le règlement de consultation (R.C)
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et son annexe n°2
- Le support de Mémoire technique
- La lettre de candidature (DC1)
- La déclaration du candidat (DC2)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de l'appel d'offres n° 122036 – Annexe 3

Le D.C.E. est téléchargeable en continu à l'adresse suivante : <https://plateforme.achat-hopital.com>

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment à la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché.

Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de renseigner l'adresse mail à laquelle les informations seront communiquées et de s'assurer de la lecture des courriels envoyés à cette adresse.

2.2 Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le dossier de consultation jusqu'à 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir émettre de réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

A ce titre les candidats sont appelés à la plus grande vigilance, quant aux adresses mail communiquées lors du retrait du dossier et dans leurs offres, ainsi qu'aux mails qui pourraient être bloqués par leur logiciel anti-spam ou durant leur période de congés. Le pouvoir adjudicateur ne pourra en aucun cas être tenu comme responsable de la non-communication d'informations liée à ce problème.

2.3 Conditions de participation

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence (articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique).

Ils ont la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupement(s) ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats sont informés que le marché sera conclu avec des candidats individuels ou des groupements conjoints avec mandataire solidaire.

2.4 Délais de validation des offres

Le délai de validité des offres est de 60 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

2.5 Contenu des offres

Eléments relatifs à la candidature :

- La lettre de candidature (DC1) ou équivalent.
- Le document attestant des pouvoirs des personnes habilités à engager le candidat.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- La déclaration du candidat (DC2) ou équivalent, comprenant :
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 dernières années, ainsi que celui relatif aux fournitures et services du marché sur cette même période ;
 - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - une description des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.
- Une attestation sur l'honneur justifiant que le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales (NOTI 2 ou liasse 3666).
- La déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé.
- L'attestation de responsabilité civile professionnelle.

Les candidats peuvent utiliser les DC1 et DC2 fournis dans le dossier de consultation ou tout autre document de leur choix.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents susmentionnés. Les imprimés demandés sont disponibles sur www.economie.gouv.fr.

Conformément au décret du 26/09/2014, les candidats peuvent également préciser sur quelles plateformes le C.H. de Revel peut accéder aux documents susmentionnés.

Eléments relatifs à l'offre :

L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe (bordereau de prix unitaire – B.P.U.) sont à compléter par les représentants qualifiés de la société candidate au marché.

2.6 Renseignements techniques

2.6.1 Modalités de remise des offres

Le mode de transmission du dépôt des offres est obligatoirement par voie dématérialisée.

Les offres sous format papier sont acceptées, mais ne constituent pas le mode de transmission privilégié.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la transmission des offres. Les candidats doivent répondre via la plateforme de dématérialisation des marchés publics à l'adresse suivante : **<https://www.achat-hopital.com>** et au plus tard à la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

- L'offre doit être présentée selon les formats utilisés dans les documents du DCE.
- Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS et PDF.

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, à un nommage des fichiers facilement identifiables.

Il est également demandé à ce que les fichiers soient scindés en deux parties :

- **Fichier Candidature**
- **Fichier Offre.**

2.6.2 Signature électronique

Les offres n'ont pas obligatoirement à être signées à ce stade de la procédure. Si toutefois le candidat souhaite signer, il devra se conformer aux dispositions suivantes :

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012, le certificat de signature électronique doit être conforme au R.G.S. (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est de ** ; les formats de signatures acceptées sont PAdES, CAdES, XAdES. Il est conseillé aux candidats de s'y prendre suffisamment à l'avance afin de palier d'éventuelles difficultés techniques.

Si les candidats ne sont pas détenteurs d'un certificat électronique, la possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (D.C.E.) via la plateforme.

L'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plateforme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature.

2.6.3 Difficultés techniques

En cas de difficultés techniques pour déposer les offres, il convient de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation.

Support technique de la plateforme :

Tél : 08 20 36 20 11 ou formulaire de contact

2.6.4 Copie de sauvegarde sur support électronique

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé de l'Economie (article 6 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

Coordonnées du candidat
MAPA N° 257008
Fourniture de pain pour le CH de Revel
COPIE DE SAUVEGARDE

Elle doit être remise à l'adresse suivante contre preuve de dépôt : Centre Hospitalier de Revel, Services économiques, 2 avenue Roger Ricalens, 31250 REVEL.

La copie de sauvegarde s'entend comme le complément de l'offre envoyée par voie dématérialisée. Elle sera ouverte :

- Lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée. A défaut, la copie de sauvegarde sera détruite.
- Lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le Pouvoir Adjudicateur (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise et que le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis par voie dématérialisée avant l'échéance de fermeture des plis).

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

2.6.5 Re-matérialisation des documents électroniques

La mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure de passation des marchés s'arrête, pour l'heure, au stade de la réception des offres. Aussi, il sera procédé à une opération de matérialisation de l'offre de l'attributaire (demande d'un envoi sur support papier avec signature manuscrite originale de l'acte d'engagement et annexes).

ARTICLE 3. DATE DE REMISE DES OFFRES

La date et heure limite de remise des offres est le mercredi 30 avril 2025 à 12h00.

ARTICLE 4. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées (articles L 2152-1 à L2152-4 du Code de la Commande Publique) ou anormalement basses (article L2152-5 à L 2152-6) seront éliminées.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

	CRITERES	%
1	Prix des prestations , l'examen de ce critère se fera au regard des prix mentionnés dans l'annexe financière	40%
2	Valeur technique , l'examen de ce critère se fera au regard des réponses apportées par le biais du mémoire technique	55%
3	Développement durable , l'examen de ce critère se fera au regard des réponses apportées par le biais du mémoire technique	5%

Le candidat pourra fournir tout autre document pouvant appuyer sa candidature et compléter les éléments ci-dessus.

ARTICLE 5. NEGOCIATION

Une négociation pourra être engagée avec un ou plusieurs des 3 candidats ayant émis les propositions économiquement les plus avantageuses suivant les critères indiqués précédemment.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'attribuer directement le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 6. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du Titulaire, il sera fait application de l'article 39.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 7. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Pouvoir Adjudicateur, l'établissements bénéficiaire et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Pour tout litige relatif à cette consultation ou au futur marché, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Toulouse,
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE Cedex
Téléphone : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr
<http://www.telerecours.fr>

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE

ARTICLE 1. OBJET, DUREE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

- 1.1 Objet du marché
- 1.2 Pouvoir adjudicateur
- 1.3 Etendue et forme de la consultation
- 1.4 Décomposition en lot
- 1.5 Variante
- 1.6 Dure du marché
- 1.7 Dérogations au C.C.A.G-F.C.S.
- 1.8 Lieu d'exécution du marché
- 1.9 Echantillons

ARTICLE 2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

- 2.1 Procédure de la consultation
- 2.2 Modification de détail du dossier de consultation
- 2.3 Conditions de participation
- 2.4 Délais de validation des offres
- 2.5 Contenu des offres
- 2.6 Renseignements techniques
 - 2.6.1 Modalités de remise des offres
 - 2.6.2 Signature électronique
 - 2.6.3 Difficultés techniques
 - 2.6.4 Copie de sauvegarde sur support électronique
 - 2.6.5 Re-matérialisation des documents électronique

ARTICLE 3. DATE DE REMISE DES OFFRES

ARTICLE 4. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

ARTICLE 5. NEGOCIATION

ARTICLE 6. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

ARTICLE 7. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Fin de document.